



Association Française des Enseignants de Français  
<http://www.afef.org>

Le 15 février 2015

Chers collègues et amis,  
L'AFEF s'adresse à vous,

Depuis ses origines (*Manifeste de Charbonnières*<sup>1</sup> 1969) et encore aujourd'hui (*Vers un nouveau manifeste*<sup>2</sup> 2015) notre association qui regroupe les enseignants, formateurs, chercheurs, inspecteurs, concernés par l'enseignement du français, a mis au premier plan de ses préoccupations le souci de la démocratisation scolaire. L'enseignement du français y joue selon nous une place centrale. Cette question est au cœur des débats actuels sur le rôle de l'école. Elle nous concerne en premier chef mais elle est aussi l'affaire de tous ceux qui ont le souci d'une école de la république, fidèle à ses principes.

Les attentats de janvier 2015, et d'autres faits auparavant, interrogent l'école sur ses responsabilités en matière d'éducation aux valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité, sur sa capacité à enseigner le français, vecteur premier à l'école de l'acculturation, de l'intercompréhension, de la solidarité, du vivre ensemble. Dans la foulée immédiate de ces événements et sans consultation, les pouvoirs publics ont promulgué un certain nombre d'injonctions à destination des enseignants leur enjoignant de faire **plus de** (français, citoyenneté, débats, évaluations, prévention de l'illettrisme, etc.) : des missions pourtant depuis longtemps dans leur cahier des charges. Ces événements récents n'ont pas manqué par ailleurs de réactiver l'alerte des évaluations PISA de décembre 2013 qui ont révélé l'ampleur de l'échec du système scolaire français en matière d'égalité des chances à l'école. De leur côté, nombre d'enseignants se sont retrouvés très seuls dans leurs établissements pour répondre à chaud à diverses questions et conflits difficiles avec leurs élèves ; certains se sont sentis particulièrement montrés du doigt. Auraient-ils démérité ? Ou plutôt, plus sérieusement, posons la question autrement, l'école française est-elle en mesure de faire face aujourd'hui aux défis que posent les évolutions sociétales majeures ? Défis auxquels les enseignants ne sont plus préparés. Suffit-il d'empiler de nouvelles mesures sur le dos des enseignants ?

---

<sup>1</sup> <http://www.afef.org/blog/post-manifeste-de-charbonnieres-p141-c13.html>

<sup>2</sup> <http://www.afef.org/blog/post-vers-un-nouveau-manifeste-de-l-afef-octobre-2yaa-p1406-c13.html>

Tel est le contexte. Un état des lieux de l'école s'impose. Nous vous proposons de nous rassembler pour poser un diagnostic et proposer des pistes partagées sur différents chantiers qui nous préoccupent :

- Le français dans les disciplines, l'écriture, la lecture, l'oral, le débat, la formation à la citoyenneté ;
- les programmes, leur mode d'élaboration, leurs orientations souvent peu lisibles et insuffisamment en prise avec les réalités de l'école française ;
- divers chantiers à la fois surmédiatisés et peu travaillés : illettrisme, numérique, continuité inter-cycles, politique des ZEP, socle commun, évaluation, etc. ;
- l'état des pratiques enseignantes : correspondent-elles aux élèves d'aujourd'hui ? aux objectifs démocratiques de l'école ?
- les insuffisances de la formation initiale dans les ESPE : en quoi répond-elle aux besoins réels des enseignants débutants ? Quelle part laissée à la recherche ?
- la disparition progressive de la formation continue, de ses formateurs ; des dispositifs peu enracinés dans les problèmes de terrain, dans la recherche, dans les projets d'établissement ;
- les modes de gouvernance de l'institution, leurs répercussions sur les prises de décision et leur transmission à tous les échelons.

Nous vous proposons de croiser les regards de nos associations, afin de prendre l'initiative d'un grand débat national qui permette de travailler à des propositions alternatives par domaine de compétences. La refondation de l'école ne peut se faire dans les bureaux du ministère, quels que soient les compétences et l'engagement de ceux qui y travaillent. Elle est l'affaire de tous et nous pensons que les associations doivent y contribuer.

Une première rencontre préparatoire pourrait avoir lieu, entre responsables des associations qui souhaitent s'inscrire dans cette dynamique, **le vendredi 6 mars à Paris.**

Si vous souhaitez que votre association participe, et si un ou deux responsables peuvent être disponibles le vendredi 6 mars, merci de nous le faire savoir en répondant à [contact@afef.org](mailto:contact@afef.org). Nous vous recontacterons alors pour fixer un horaire et un lieu permettant de nous rencontrer.

Dominique Bucheton, Viviane Youx  
Bureau de l'AFEF